



# l'étincelle

Contre la pauvreté  
étudiante, Macron a la  
solution : plus  
d'étudiants pauvres !

lanticapitaliste.org pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 18 janvier 2022

## Faire entendre partout notre colère !

Jeudi 13 janvier, l'Éducation nationale était massivement en grève. Même la principale fédération de parents d'élèves avait appelé à ne pas envoyer les enfants à l'école.

### Le ras-le-bol des profs

Il faut dire que le ras-le-bol était général. Le 3 janvier, pour Blanquer, la rentrée scolaire était supposée se dérouler « normalement ». En pleine vague Omicron. Toujours sans protection : pas de masques chirurgicaux ou FFP2, pas de capteurs de CO2, pas d'aérateurs, pas de tests salivaires dans les écoles... Mais avec un nouveau « protocole » sanitaire, annoncé à la veille de la rentrée et par les médias ! Une usine à gaz de plus, imposant de faire tester les enfants cas contacts tous les deux jours...

Le résultat : une pagaille monstre qui a suscité la colère des profs qui, de leur propre aveu, s'étaient montrés « sages et patients » depuis vingt mois ! Mais aussi l'exaspération des parents contraints de jongler avec les gardes d'enfants et les queues devant des pharmacies débordées.

### L'inquiétude du gouvernement

La grève du 13 a été appelée par tous les syndicats, mais elle est partie d'en bas. Une grève massive qui a entraîné un changement de ton du gouvernement.

Car il sait bien que le mécontentement est profond.

En effet, la crise sanitaire n'a fait que révéler des problèmes déjà anciens dans l'Éducation nationale : classes trop chargées, personnel en nombre insuffisant. Comme à l'hôpital, le gouvernement a continué à supprimer des centaines de postes chaque année malgré la situation. Alors qu'il faudrait plus de moyens face aux inégalités scolaires qui ont explosé depuis le confinement, c'est tout le contraire qui est fait.

La journée du 13 a permis de relever la tête, de s'offrir la satisfaction de voir Blanquer mis au second

plan par Castex... Mais elle ne suffit pas ! Castex n'a lâché que quelques miettes.

Une partie des syndicats ont donné rendez-vous pour la suite le 20 janvier mais aussi le 27 janvier. Une date de grève interprofessionnelle sur les salaires, posée depuis un moment par les confédérations syndicales.

### Préparer un mouvement d'ensemble

Cette journée ne doit pas rester une démonstration syndicale habituelle car, dans ce contexte, elle pourrait devenir bien plus !

Les motifs de mécontentement chez les profs sont les mêmes qu'à l'hôpital, les services publics et toutes les entreprises : suppressions de postes, conditions de travail insupportables et salaires bloqués depuis des années.

Dans le privé, pas une semaine ne passe sans qu'une grève sur les salaires n'éclate dans une entreprise comme chez Dassault, à Anglet, la semaine dernière où les salariés revendiquaient : « Deux cents balles sinon pas de Rafale ! »

Le 27 est donc l'occasion de nous retrouver, salariés du public comme du privé, pour dire notre ras-le-bol des salaires minables quand les prix – et les profits ! – explosent. Notre ras-le-bol de travailler dans des conditions qui ne font que se dégrader. L'occasion, donc, de reprendre la main et revendiquer une augmentation générale des salaires et des embauches massives.

L'occasion de nous sentir plus forts, de reprendre confiance et de retrouver le chemin d'une lutte générale, seule façon d'obtenir satisfaction.

### Philippe Poutou : le candidat des luttes !

Les grands partis voudraient canaliser notre colère vers la couleur du bulletin à mettre dans l'urne en avril prochain... À droite, c'est à qui se montrera le plus « ferme » contre les migrants, les fonctionnaires, les travailleurs en général. À gauche, on tente de camoufler l'absence de volonté de s'en prendre au capitalisme par les « primaires » de la gauche... ou l'apparition de candidats « surprise ».

Notre candidat, Philippe Poutou, se fait le porte-parole des préoccupations des classes populaires, affirmant que l'amélioration de nos conditions de vie et de travail se heurte au système capitaliste et que c'est cela qu'il faut abattre. Une voix qui détonne au milieu du concert de belles promesses !

### ***Pas de petits profits avec le Grand Paris***

Au Technocentre, Renault s'apprête à vendre 25 hectares de terrain à la société du Grand Paris pour construire les infrastructures de la future ligne 18.

Ça tombe bien, la direction veut faire du cash en liquidant le patrimoine immobilier aux dépens des conditions de travail des salariés... qui paieront aussi la note en tant que contribuables puisque l'État rachèterait ces terrains plus du double du prix du marché !

Renault refuse de révéler combien cela va rapporter, mais une chose est sûre : cette belle opération immobilière ne changera rien à nos salaires !

### ***Le combat continue pour les salariés de la SAM***

Les travailleurs de la fonderie SAM de Decazeville occupent depuis novembre leur usine pour protester contre la fermeture du site et le licenciement des 340 salariés de ce sous-traitant liquidé par Renault, son principal donneur d'ordres. Après des mois de lutte contre les patrons, les salariés sont allés défiler mercredi dernier sous les fenêtres de Bruno Le Maire, ministre des licenciements et des subventions aux capitalistes pour dénoncer la responsabilité de l'État dans la casse sociale et exiger des garanties. Le combat des salariés de SAM est le nôtre. Contre les patrons liquidateurs, il faut exiger des emplois durables et utiles pour tout le monde !

### ***Lardy, c'est fini ?***

Le directeur de DEA-M à Lardy a annoncé la fin des développements des moteurs thermiques et hybrides sur tous les sites français de Renault d'ici 2025... La transition écologique qui sert de prétexte pour mettre fin à ces activités s'arrêtera en revanche aux frontières françaises puisque tous ces projets seront tous délocalisés en Espagne ou en Roumanie !

### ***Taxi 6***

De Méo plastronne en annonçant qu'il est « très fier » de fournir 26 Alpines à la gendarmerie nationale pour ses interventions rapides sur les autoroutes... En attendant les salariés de son entreprise n'ont, eux, toujours pas accès à des véhicules pour leurs déplacements professionnels et doivent recourir à leurs voitures personnelles.

### ***Baby-coûts***

La direction de Renault continue sa politique d'économie de bouts de chandelle en ratiboisant les avantages des salariés. Elle a annoncé récemment la fin du partenariat avec les crèches Baby-Loup, spécialisées dans la garde d'enfants à des horaires atypiques. En renonçant aux 150 places de crèches réservées, à Guyancourt notamment, Renault économisera ainsi 1,4 million d'euros par an. Charge qui reviendra donc automatiquement aux salariés

ayant des enfants en bas âge à faire garder. À moins qu'ils ne s'en occupent pendant leur télétravail ?

### ***Vagues de flexi-virus***

Pendant qu'on affronte la 5<sup>e</sup> vague covid, les collègues des plateaux 6A et 6B de la Ruche doivent aussi affronter la 2<sup>e</sup> vague du flex-office avec ses bureaux partagés plus petits, plus impersonnels et plus bruyants... puisqu'il faut communiquer avec ceux restés en télétravail !

### ***Multi-Renaulcidiviste***

Renault, a été condamné le 6 décembre dernier par la justice pour « travail dissimulé » avec obligation de mettre immédiatement fin à l'écrtage des « compteurs à horaire variable » des salariés à chaque fin d'année. Une pratique illégale qui lui a permis de récupérer près de 120 000 heures de travail gratuit en cinq ans. En dépit de l'interdiction, nos compteurs ont cependant à nouveau été écrtés le 31 décembre 2021... grâce à un appel suspensif. Face à l'impunité des délinquants en cols blancs, mobilisons-nous !

### ***Télé-exploitation***

Avec la généralisation du télétravail, le temps de travail des salariés ne cesse d'augmenter, car chez soi, il est bien plus difficile de résister à la pression du boulot et de déconnecter. Nombre de collègues font des journées de travail de 10h ou 12h. Sans compensations financières.

### ***Silver Up... and down***

Des salariés « seniors » ont eu la surprise de recevoir sur leurs boîtes mails professionnelles des messages de *Silver Up*, un prestataire privé de plus puisque les services des RH ont visiblement été saignés, leur indiquant les « modalités » de fin de carrière. Une invitation à peine déguisée à quitter l'entreprise, donc. Mais si Renault veut se débarrasser des plus anciens, que la direction commence par remonter les salaires versés aux collègues qui partent en DA, au lieu de chercher à les abaisser.

### ***Cobalt blues***

Avec la conversion pied au plancher de Renault et des autres constructeurs vers le tout-électrique d'ici 2030, le cours du cobalt, nécessaire à la fabrication des batteries, a déjà quasi-doublé en un an sur les marchés mondiaux. Victimes de cette frénésie : les pauvres et l'environnement. Au Congo, les mines de cobalt dans lesquelles des milliers de mineurs, dont de nombreux enfants, triment pour un salaire de misère, ont transformé les régions environnantes en véritables dépotoirs à ciel ouvert. Le tout électrique ne rime toujours pas avec le tout-éthique !